

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



FACE À L'URGENCE SOCIALE #NOUSDEMAIN DÉFEND LA CRÉATION D'UN REVENU DE BASE GARANTI AU SEUIL DE PAUVRETÉ

Paris, le 12 novembre 2020

Alors que la publication du dernier rapport du Secours Catholique nous alerte sur la dégradation des conditions de vie des plus précaires, #NousDemain dénonce la politique anti-sociale du gouvernement qui ne prévoit aucune aide directe et suffisante pour nos concitoyens les plus fragiles. Nous regrettons que toutes les mesures défendues par Aurélien Taché, Émilie Cariou, Delphine Bagarry, Albane Gaillot et Guillaume Chiche, co-signées par l'ensemble des député.e.s de #NousDemain et au-delà, lors des examens budgétaires aient été rejetées et nous renouvelons notre appel à mettre en place un revenu minimal garanti au niveau du seuil de pauvreté.

Les derniers chiffres du Secours Catholique-Caritas France sur l'état de la pauvreté en France sont sans appel : plus de la moitié des ménages accueillis disposent de moins de 9 euros par jour de reste pour vivre par personne et 4 ménages sur 10 sont dans l'incapacité de couvrir leurs dépenses alimentaires quotidiennes. Les répercussions sociales et économiques de la crise sanitaires ne font plus guère de doute. Pour Véronique Fayet, présidente de l'association, la France franchira la barre des 10 millions de pauvres en 2020.


Face à l'urgence, les blocages idéologiques du gouvernement sont extrêmement préoccupants. Alors que l'on refuse l'idée même d'une augmentation des minima sociaux, la prime exceptionnelle de 150€ concédée aux plus précaires semble dérisoire et inadaptée face à l'ampleur des besoins. C'est 1% du plan de relance qui est dédié aux plus pauvres alors que des milliards sont débloqués pour les entreprises : une stratégie déséquilibrée qui monopolise l'effort public sur le travail à un moment où

#NOUSDEMAIN

l'activité économique ne peut absolument pas dégager des offres d'emplois mais génère au contraire des licenciements en masse ...

Un changement de paradigme est nécessaire ! Avec son « plan pauvreté » alternatif, #NousDemain avait formulé des propositions fortes, concrètes et travaillées avec les acteurs de terrain pour mettre en place les aides structurelles nécessaires : Ouverture du RSA aux moins de 25 ans, hausse des minima sociaux au seuil de pauvreté, revalorisation des bourses sur critères sociaux, construction de logements HLM, soutien aux associations d'aide aux sans-abris, aides à l'insertion par l'activité économique, des crédits pour que la culture soit au cœur de politiques pour rompre les logiques de reproduction de la pauvreté, plus de justice sociale en demandant au hauts revenus de contribuer plus fortement au financement de nos politiques publiques... Tous ces amendements portés et défendus par nos député.e.s ont été rejetés par le gouvernement et sa majorité lors des différents examens budgétaires !

Alors que la situation des plus précaires se dégrade, que les associations tirent la sonnette d'alarme et que la société civile se mobilise, nous renouvelons notre engagement à nous battre pour enfin mettre les moyens nécessaires dans la lutte contre la pauvreté. Chacun doit pouvoir vivre, se nourrir et se loger dignement en France : En premier lieu, nous réclamons sans délai la mise en place d'un revenu minimal garanti au seuil de pauvreté, que nous défendons depuis des semaines et qui doit être une priorité.

 www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu
06.10.61.73.70